

ANALYSE

Repenser le statut des profs sans les déstabiliser, un défi

Diminuer l'échec scolaire sans fragiliser une profession en souffrance

C'est la clé de voûte du système. Ils sont 800 000 et portent sur leurs épaules une école qui flanche faute d'avoir changé à temps. Une école qui ne sait plus comment transmettre à force d'hésiter entre s'adapter ou résister. Une école qui ne va plus très bien, alors qu'on a longtemps cru que notre système était un modèle.

Les enseignants sont au coeur de la machine. Et ils n'ont d'autre choix que de redoubler d'efforts. Les gamins changent, ils s'adaptent. Les collègues partis à la retraite ne sont pas remplacés, ils prennent des heures supplémentaires, pour combler les trous.

Pourtant, on ne les félicite jamais. La France se traîne à l'international, 120 000 jeunes sortent du système scolaire sans maîtriser les connaissances de base. Les enseignants dépriment.

La gauche, qui a longtemps eu un rapport privilégié avec eux, ne sait plus comment faire. La période Allègre reste comme un gros passif. La petite phrase du ministre de l'éducation nationale du gouvernement Jospin, insinuant qu'ils faisaient des stages de macramé en guise de formation continue, avait jeté un froid. L'idée de " *dégraïsser le mammouth* ", prélude à la politique de non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux menée par la droite, avait blessé. Cet épisode a durablement glacé les relations. A la présidentielle de 2007, les enseignants ont décalé leur vote vers le centre, et plébiscité François Bayrou, un ancien ministre de l'éducation nationale. Aujourd'hui, la prudence de Martine Aubry, qui n'ose pas dire clairement qu'il faudra repenser le statut de 1950, est symptomatique de cette angoisse de la gauche de ne pas fâcher son vieil électorat traditionnel, tout en faisant avancer le pays.

La droite, elle, alterne le chaud et le froid. Xavier Darcos a un peu joué les Claude Allègre de droite, rappelant qu'un enseignant n'a pas besoin d'être à bac + 5 pour changer les couches-culottes en maternelle. Puis est arrivé Luc Chatel.

Autre temps, autre style. Le nouveau ministre a installé une directrice des ressources humaines, Rue de Grenelle. Une première dans l'histoire de ce ministère, même si cela ne change guère le quotidien des classes. Entre les enseignants et la droite, la méfiance reste de mise : le gouvernement est accusé d'avoir cassé la formation, taillé dans les effectifs. Cela n'empêche pas l'UMP de poursuivre l'offensive en direction de l'autonomie des établissements et de la redéfinition du métier.

L'apathie apparente des enseignants l'y pousse. Pour la mesurer, il suffit de comptabiliser le nombre de rendez-vous syndicaux qu'ils ont manqués. Même les manifestations du dimanche sont boudées. Ce silence est le signe que les enseignants n'ont plus envie de se battre. Il est inquiétant. S'ils ne combattent pas dehors, continuent-ils à se battre dans la classe ?

L'enjeu de la réforme du statut est là. On ne reconstruit pas une école sans les enseignants. On ne construit pas de société sans eux. Surtout dans un monde où la connaissance est une richesse. Et c'est pour cela que la droite comme la gauche estiment urgent d'ouvrir le chantier du métier.

Parce qu'il faut redonner envie et espoir à ceux qui détiennent les clés de l'amélioration de l'école. Repenser leur statut est déstabilisant, mais est-ce qu'ils n'ont pas tout à y gagner, eux aussi ? Les convaincre n'est pas simple, alors que leur métier est devenu de plus en plus dur.

La mauvaise méthode pour aborder le sujet, c'est de donner l'impression de déstabiliser un peu plus ce monde en souffrance. C'est de faire croire qu'il faut faire travailler plus des enseignants qui déjà font plus de 40 heures hebdomadaires.

La bonne méthode, c'est de faire comprendre que tout le monde gagnera à cette redéfinition. L'enfant, car inventer une école " sur mesure ", c'est s'attaquer à l'échec scolaire. Le professeur, qui saura mieux ce qu'on attend de lui. Le pays entier, dont la compétitivité passe aussi par l'école.

La difficulté, c'est que l'argent public manque et qu'il en faudra bien un peu pour rémunérer ces nouvelles missions. Mais en matière scolaire, il ne faut pas confondre dépense et investissement.

Marylise Baumard

© Le Monde